

## La raison sociale de la philanthropie : entre la faiblesse de l'État Providence, le don et l'argent

Sayonara Leal<sup>1</sup>

---

GUILHOT, Nicolas. **Financiers, philanthropes**: vocations éthiques et reproduction du capital a wall street depuis 1970. Paris: Raisons d'agir, 2004.

---

### Résumé

Nicolas Guilhot a beaucoup travaillé sur l'importance de la genèse sociale et idéologique des politiques américaines d'aide aux initiatives de démocratisation de l'accès aux biens matériels vers les moins favorisés. Associé aux recherches de l'Institut universitaire européen, Florence (Italie), il a développé des études portant sur des questions liées au développement et à ses rapports avec les institutions financières. Dans l'ouvrage **Financiers, philanthropes : vocations éthiques et reproduction du capital à Wall Street depuis 1970**, l'auteur développe une réflexion concernant l'essor des pratiques philanthropiques dans le milieu des grandes fortunes nées à Wall Street. Pour lui, la philanthropie des grands investisseurs permet d'expliquer la naissance et le développement des fondations dont l'activité est liée à la santé, à l'éducation et à la culture. Ce développement apparaît au début du XX<sup>ème</sup> siècle et s'étend à un grand nombre de pays, notamment aux pays d'Amérique Latine.

L'auteur propose de combler la lacune entre capital et philanthropie et de retrouver le lien premier entre celles-ci. Le point de départ du livre est la lutte des magnats de Wall Street pour le succès dans les affaires, sous le signe de la responsabilité sociale. Pour Guilhot, du point de vue de sa rationalité interne, la philanthropie se confond avec le mouvement du capital propre. L'hypothèse qui soutient son travail est appuyée dans l'émergence d'un nouveau discours civique émanant des milieux financiers sont les premières tentatives, encore tâtonnantes de traiter les nouvelles questions sociales générées par la mondialisation financière.

---

<sup>1</sup> Doctorante à l'Université de Brasilia (Brésil) et à l'Université de Lille 1 (France)  
Centre Lillois d'Études et de Recherches Sociologiques et Économiques.

La philanthropie est envisagée pour Guilhot comme une façon de privatisation d'actions qui sont historiquement de la responsabilité de l'État. « *La philanthropie est un phénomène de second ordre qui ne peut se concevoir que sur le fond d'une pratique d'accumulation de la richesse qui est nécessairement première.* » (Guilhot, 2004 : 08)

Les projets d'aide aux moins favorisés, mis en œuvre par les « barons voleurs », mettent en évidence la faiblesse de l'agent étatique en face de la puissance du capital financier. Cela nous amène à réfléchir sur la transformation des sociétés capitalistes dans lesquels il faut en réalité rechercher les principaux éléments, les opérateurs qui éclairent l'évolution politique et socio-économique des institutions néo-conservatrices, soutenues par la logique de leurs financières, c'est-à-dire les magnats. C'est justement là l'un des points faibles du livre de Guilhot. En faisant la critique des acteurs philanthropiques dans le scénario sociopolitique américain, sans pratique de terrain, l'auteur a produit plutôt une chronique sur la philanthropie moderne qu'un travail sociologique sur ce sujet.

### **Le Développement de l'ouvrage**

Dans son travail, divisé en six chapitres, (1. L'abolition des privilèges et la fin de la noblesse d'affaires ; 2. Les traders et les jeunes turcs du « M & A » ; 3. Les nouveaux financiers ; 4. La pompe à finance: Michael Milken, escroc et prophète ; 5. Reproduire le capital ; 6. Dialectique morale des barons voleurs), Guilhot met en place la discussion des paradoxes de l'idéologie libérale, surtout le paradigme de la démocratie dans le contexte de l'essor du système capitaliste. Néanmoins on peut dire que l'idéal démocratique et la logique du capital ne partagent pas les mêmes principes, au fur et à mesure ils sont historiquement contradictoires. Donc, la « justice distributive » de caractère libéral exécutée pour les philanthropes est avant tout une apparence, dans le sens marxiste, d'une démarche démocratique.

Selon Guilhot<sup>2</sup>, la philanthropie est une pratique qui permet aux classes détentrices de capitaux de promouvoir, notamment à travers le soutien aux sciences sociales, des formes de

---

<sup>2</sup>GUILHOT, Nicolas. « Une vocation philanthropique. George Soros, les sciences sociales et la régulation du marché mondial. », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, N°. 151-152, mars 2004b, pp. 37-48.

connaissance et de régulation de la société. Le thème de la philanthropie reste comme un phénomène social d'origine économique qui est au coeur des études et réflexions sur les nouvelles mesures de responsabilité sociales des grandes entreprises et sur les méthodes pour rendre plus subtiles les effets, en une certaine mesure, dévastateurs des pratiques capitalistes. C'est aussi une forme d'humaniser le rapport entre grands acteurs économiques et micro agents sociaux.

Comme le raconte Guilhot, la philanthropie moderne naît aux États-Unis, à la fin du XIX siècle, comme un effort de rationalisation du traitement de la question sociale. Elle va se traduire pour la bourgeoisie industrielle dans une alternative privée au socialisme, faisant du secteur privé le principal agent de la justice sociale. L'origine des pratiques philanthropiques est dans les milieux issus de l'industrialisation, les fameux « barons voleurs », qui ont investi leurs ressources dans la définition et le traitement de la question sociale et contribué ainsi à l'essor institutionnel et à la professionnalisation des sciences sociales.

À la fin du XX siècle, l'apparition de nouveaux acteurs économiques produits par la mondialisation et la financiarisation de l'économie a entraîné un processus similaire de gestion stratégique des savoirs à partir de l'identification de nouveaux besoins régulateurs. Le cas de George Soros, étudié aussi par l'auteur (2004b), opérateur financier enrichi sur le marché des devises et fondateur d'une université en sciences sociales en Europe de l'Est, peut servir de support à l'étude d'un tel processus. À partir d'une brève analyse qui replace cette institution universitaire tant dans l'histoire de la philanthropie savante et scientifique que dans une trajectoire biographique singulière, Guilhot (2004) montre comment se dessine une stratégie de redéfinition des savoirs de gouvernement mobilisables dans le cadre d'une économie globalisée.

A ce sujet, Pierre-Yves Saunier<sup>3</sup> raconte l'histoire des grandes fondations philanthropiques américaines qui ont joué un rôle important dans le scénario de définition des politiques gouvernementales. La « générosité » des initiatives philanthropiques a été critiquée

---

<sup>3</sup> SAUNIER, Pierre-Yves. « Un Chicago consensus : les fondations philanthropiques États-uniennes et l'administration du monde 1930-1960 », *Revue Française de Science Politique*, n° spécial *Les sciences de gouvernement au 20eme siècle*, à paraître, 2003.

surtout par les auteurs marxistes dans les années 1970 et 1980, comme, par exemple Robert Arno<sup>4</sup>.

Le point central du renouvellement des pratiques philanthropiques est révélé dans la consécration de Wall Street comme champ des finances internationales. Ce champ est devenu un signe de la richesse des fortunes personnelles démesurées et ainsi qu'un terrain d'empires bâtis sur des opérations en bourse de grande ampleur.

Néanmoins, Wall Street est plutôt connue comme un endroit de reproduction du pouvoir du capital, où les patrons capitalistes quêtent leur puissance et leur légitimité. Mais, le processus de justification de ceux-ci passe forcément par la discussion du modèle de reproduction du Capitalisme et son rapport avec la responsabilité sociale des entreprises. Les actions sociales subventionnées pour les magnats rendent la philanthropie symbole de l'humanisation de l'image de l'univers financier. Alors, à partir de cette stratégie les « barons voleurs » se lancent dans de grands projets de fondations privées qui auraient pour seul objet de faire le bonheur de l'humanité.

Les philanthropes de Wall Street sont devenus des nouveaux personnages de l'histoire contemporaine de la socio-économie mondiale ; ils financent, dans divers pays, dont des pays d'Amérique Latine, des fondations, des hôpitaux et des projets de recherche. Ces subventions permettent de légitimer le développement capitaliste. D'un autre côté, les pratiques philanthropiques remplissent des lacunes laissées par l'État, surtout dans le champ social. La faiblesse et parfois l'absence des actions étatiques vers des problèmes sociaux et ceux d'ordre économique rendent importantes celles-là.

Nicolas Guilhot met en évidence la sortie du fordisme et de la transition vers un régime d'accumulation financiarisée. « *Le capitalisme, comme on sait, éprouve un intense besoin de se justifier. Les années 1980 furent celles du coup de force, la décennie suivante est celle de l'éthique et de la morale.* » (Guilhot, 2004 : 110) Il parle du processus de moralisation des affaires, en remarquant ceux qui sont d'avance considérés peu clairs (le marché des junk bonds, les financements bancaires, le corporate raider) et après tout sont devenus respectables à partir des bienfaits. C'est dans ce contexte que s'inscrit le renouveau de la philanthropie individuelle ou institutionnelle, le développement de l'éthique des affaires. C'est comme ça qu'on assiste à la naissance du discours sur la loi morale de la responsabilité

---

<sup>4</sup> ARNOVE, Robert. **Philanthropy and cultural imperialism: The Foundations at home and abroad**, Bloomington, University of Indiana Press, 1982.

sociale des entreprises. Celle-ci est associée au phénomène de régulation éthique du capitalisme qui va marquer les années 1990. Pour Guilhot, cet affrontement qui oppose les nouveaux riches à la *old money* sur le terrain de l'éthique va paradoxalement favoriser l'autonomisation d'un champ des pratiques philanthropiques distinct du champ de la finance. (Cf. Guilhot, 2004 : 127)

Pour G. Procacci (1993), cité par Jean-Louis Laville (1997), l'action philanthropique de la bourgeoisie, inscrite dans le terrain des valeurs morales et éthiques, a constitué au siècle dernier un ferment associatif appuyé dans le discours de la moralisation des pauvres par leur éducation grâce au patronage, à la diffusion de l'épargne ou à l'organisation de l'assistance<sup>5</sup>. Alors, « *L'action philanthropique est certes conforme à l'intérêt du groupe qui la met en œuvre mais elle prend aussi appui sur l'affirmation de valeurs bourgeoises qu'il s'agit d'inculquer au peuple* » (Laville, 1997 : 44). La question consiste à mettre en évidence les limites d'une action sociale motivée par des intérêts particuliers.

Entre plusieurs éléments que l'on se doit d'analyser pour découvrir l'apparence socialement construite du bienfait de ces actions, l'auteur nous amène à réfléchir sur le rapport entre philanthropes et État. Le rôle central joué par les « barons voleurs » dans la construction d'institutions philanthropiques et ses rapports avec les bouleversements des modalités de reproduction du capital.

Pour Nicolas Guilhot il est important d'être attentif à la logique des trajectoires sociales et à l'évolution historique du Capitalisme. L'auteur attire notre attention en nous faisant remarquer l'origine sociale et la formation intellectuelle des hommes d'affaires à Wall Street. La biographie de ces derniers rend possible le fait d'envisager le parcours de vie de ceux qui sont au centre du pouvoir économique et politique du monde et ceci nous permet de savoir de quel type d'acteur économique, social et politique l'on parle.

Les principes scientifiques guidant les investissements de la nouvelle philanthropie à l'allocation de capitaux « idiosyncrasiques », opaques, ambiguës et basés sur les relations personnelles et la réputation qui serait caractéristique de l'ancienne. Mais, la fonction de ce recours à une pseudo-science est essentiellement rhétorique et stratégique. Dans ce contexte, Guilhot remarque la production de la mobilisation de certaines formes de travail social par le capital financier, directement et sans médiations. Le capital financier, en se reproduisant dans

---

<sup>5</sup> PROCACCI, G. **Gouverner la misère. La question sociale en France 1789-1848**, Paris, Le Seuil, 1993, en LAVILLE, Jean-Louis et SAINSAULIUE, Renaud. **Sociologie de l'association**, Paris : Desclée de Brouwer, 1997.

la philanthropie, se réalise dans des arrangements qui ne sont pas ceux de la production industrielle mais ceux d'une production directement sociale ; « *Construites à partir du démantèlement du tissu industriel ou de la spéculation sur les décombres du fordisme qui alimentent ces nouvelles initiatives.* » (Guilhot, 2004 : 135).

L'actuelle philanthropie provient d'un revenu social qui ne dépend pas plus du travail salarié mais du cycle boursier. Les investissements philanthropiques sont liés aux nouvelles fortunes boursières. A partir de cela l'auteur pose la question suivante : « *S'agit-il d'un remplacement de l'autorité publique par de riches particuliers, des représentants du capital ?* » (Guilhot, 2004 : 137)

Ainsi, les nouveaux financiers qui ont fait fortune grâce à la dérégulation, en hâtant la crise de l'État social, mettent en place des investissements à la production de nouvelles formes de gouvernementalité, en installant des élites philanthropiques traditionnelles avec l'intention d'assurer la pérennité de leur influence. Alors, les sphères de l'État et de la société propre sont amenées à assister à des nouveaux philanthropes qui viennent du système financier capitaliste, formés dans les écoles et institutions subventionnées par celle-ci et ce sont ceux qui définissent les nouvelles questions sociales. Ces nouveaux savoirs qui se forment dans un milieu de diffusion de l'idéologie libéral sont aussi localisés dans le staff étatique. Ils pensent les politiques publiques et l'avenir des secteurs sociaux. Enfin, la politique du capital soutient les structures philanthropiques qui reproduisent l'idéologie capitaliste en légitimant le gouvernement par le capital.

En parlant d'un nouveau scénario économique global où se développe et se nourrit le système capitaliste, Guilhot critique le rapport social qui s'établit entre des capitalistes et ceux qu'ils exploitent. Alors, l'auteur fait une approche entre éthique et finance en abordant la relation de domination que les magnats exercent dans la société et dans la marche à travers des obligations non spécifiées de réciprocité. « *Dans cette lutte qui les oppose aux raiders et aux nouveaux opérateurs financiers, la philanthropie et l'éthique des affaires sont donc des enjeux symboliques armes de lutte, à l'image de celles que décrit Mauss.* » (Guilhot, 2004 : 122)

A ce sujet, Mauss a étudié la logique économique des rapports sociaux auxquels le don donnait lieu. J. Gobbout<sup>6</sup> (1998), par rapport au « **L'esprit du don** », à partir d'une

---

<sup>6</sup> GODBOUT, J. T. (1998). "Introdução à Dádiva". *Revista Brasileira de Ciências Sociais* n° 38, vol. 13, pp. 39-51.

perspective actuel et aussi critique, reprend le concept du don donné pour Mauss et marque que le don s'éloigne de tout engagement contractuel, il est nié pour ses propres acteurs pendant le rituel de changement. La valeur qui prime dans ce cas est celle du lien social. Pour lui, les rapports entre les individus ne sont pas déterminés exclusivement par l'égoïsme marchand ou par l'État. Dans les sociétés modernes, le don reste essentiel, il est partout, mais souvent ignoré et caché.

Chez Mauss<sup>7</sup>, le don signifie un mode de circulation des biens et des services au profit du lien social. Il peut nouer des relations et oblige à rendre. Cependant le don n'est pas l'apanage des sociétés traditionnelles. C'est en vérité une pratique peu rationnelle. Mauss était fasciné pour le processus donner-recevoir et rendre, qui selon Godbout, forme un « système social total ». Le don évite l'égalité, source de rivalité, il n'est pas utilitariste, il se nourrit des inégalités pour renforcer la solidarité sur laquelle pose la logique traditionnelle du don, lequel ne serait pas respecté dans les domaines des sociétés modernes, à cause du rapport entre l'État et le marché. Pour Godbout, ces deux derniers sont des modes de circulation actuels au-delà du don.

Alors, l'État serait le responsable, à partir d'un système de droits, de détruire les obligations individuelles propres au don. Marché et État libèrent les individus du lien social. Ils suppriment le rapport entre donner-recevoir et rendre. Ce processus peut intervenir à la formation de nouvelles façons de solidarité et de cohésion sociales dans la modernité telle que la philanthropie. En effet, pour analyser le rapport social médiatisé par quelque soit le type de don qu'on évoque il faut considérer des aspects comme : le pouvoir et la domination, qui sont toujours présents dans l'univers social et économique de pratiques philanthropiques.

L'ouvrage de Nicolas Guilhot montre que ce mouvement du capitalisme vers la bienfaisance universelle exprime une dimension importante de la reproduction du capital. C'est pour se perpétuer qu'il doit rencontrer les nouvelles formes de sa propre légitimation. Au début, la philanthropie peut nous sembler une façon humaine et sensible de ceux qui sont propriétaires de grandes richesses jouèrent le rôle moral de combattre les problèmes sociaux issus du développement du système capitaliste, insuffle pour eux-mêmes.

En effet, la philanthropie est une façon de remplacer l'État dans le domaine de la santé, l'éducation, la culture, etc. Dans le cas des pays en voie de développement ou sous-

---

<sup>7</sup> MAUSS, M. (1925/1974) "Ensaio Sobre a Dádiva. Forma e Razão da Troca nas Sociedades Arcaicas", em *Sociologia e Antropologia*. São Paulo: EDUSP, pp. 37-184.

développé, sous la pression des organismes financiers internationaux, l'État abandonne progressivement ses fonctions liées au financement de l'infrastructure et aussi bien ses activités attachées au champ social. De cette façon, on a des scénarios favorables pour l'implantation de projets néolibéraux comme ceux de privatisation de secteurs stratégiques tels que : télécommunications, Énergie, Pétrole. Et puis, on peut trouver dans ces pays la privatisation de l'éducation, de la santé et de la culture. Donc, où l'État est absent, il y a la bienfaisance des fondations Ford, Peugeot, les ONG pour le remplacer.